

**Nous souhaitons saluer ici la mémoire de trois personnes disparues.**



Fleurs offertes par les adhérents et sympathisants UNSA Douanes de Nouvelle-Aquitaine pour les obsèques de Claude Campo

Pour l'un, nous le côtoyions fréquemment que ce soit pour suivre un dossier de fraude ou bien pour partager une assemblée générale syndicale.

Sa grande silhouette, que surmontait souvent un long filet de fumée de tabac, était familière pour qui traversait la cour de l'Hôtel des Douanes de Bordeaux.

La grande faucheuse est venue, ce mois d'octobre, ravir par surprise notre collègue **Claude Campo**, 6 mois seulement après le terme d'une carrière en Douane remarquable, où il était entré comme préposé avant de bénéficier de l'ascenseur social que l'école et l'administration lui avaient rendu accessible.

Claude avait le goût de transmettre ses savoirs professionnels, il possédait aussi ce don relationnel, qu'ont les gens sensibles, qui lui permettait de s'adresser aussi bien aux siens qu'aux personnes de tous horizons sociaux.

Pour le deuxième, nous ne l'avions jamais croisé, nous ne le connaissons pas personnellement, mais son inlassable travail, en tant qu'enseignant, afin d'assurer la transmission des connaissances, d'expliquer à ses élèves le sens profond de la liberté d'expression, de porter en avant les valeurs républicaines, constituent des repères si proches des nôtres que nous ressentons tous une réelle proximité avec **Samuel Paty**, assassiné par décapitation.

Enfin le troisième, notre collègue **Pascal Robinson**, disparu en service par assassinat en 2015, a combattu la haute criminalité. Son souvenir, toujours brûlant chez ceux qui l'ont connu, est ravivé ces jours-ci par le procès en assise de son assassin qui a été condamné à 30 ans de réclusion criminelle.

Claude, Samuel, Pascal avaient, tous les trois, le sens du service public.

Claude et Samuel et Pascal servaient, chacun au sein de son administration, l'État Republicain avec la loyauté et la conviction dont peuvent faire preuve ceux qui, à bien des égards, ont des devoirs supérieurs à ceux des autres citoyens : les fonctionnaires.

Fonctionnaire, voila donc un joli mot, mais que d'aucuns voudraient galvauder en lui jetant l'opprobre considérant que les fonctionnaires sont source de dérapage budgétaire, que leur statut en font des nantis, qu'ils forment une caste dans la société et j'en passe bien d'autres.

Nous pensons le contraire à l'UNSA :

- la gabegie budgétaire est plutôt à rechercher par exemple, du côté des aides financières publiques offertes à des multinationales privées qui, quelque temps après, ferment leur site;
- notre statut, certes protecteur sur la garantie de l'emploi, nous impose d'un autre côté de fortes contraintes qui font de nous, tout, sauf des privilégiés;
- l'accès à la Fonction Publique se fait prioritairement par concours ouvert à tous, soit le contraire d'une caste.



# LA DONNE CHANGE



## Déclaration de boycott du CTSD Nouvelle-Aquitaine du 30/10/2020

Monsieur le Président,

Le Président de la République a annoncé mercredi soir un nouveau confinement de la population actant ainsi l'échec du déconfinement.

Alors que la technostructure par sa doxa uniquement comptable a désorganisé et affaibli l'hôpital, on veut appliquer dans un contexte sanitaire gravissime, la même doxa à la régulation fiscale portée par notre administration.

Ainsi, la Directrice Générale a annoncé brutalement le transfert de la plus importante perception confiée à notre administration ajoutant pour les personnels un facteur d'angoisse à un climat déjà très anxiogène.

Au-delà des 700 agents directement impactés c'est l'ensemble de la corporation qui est concerné car, en s'attaquant à cette mission historique, la directrice générale fait peser de lourdes menaces sur l'unicité et l'autonomie de la douane et sur son ancrage au sein du ministère des finances.

Or, si la gravité de la situation sanitaire relève de l'urgence, il n'y aucune urgence qui justifie la poursuite des réformes à marche forcée dans le contexte épidémiologique actuel.

Les mesures annoncées mercredi, interdiction des réunions publiques et restrictions de déplacement, entravent l'action syndicale et nos capacités à assurer pleinement la représentativité des personnels et la défense de nos missions.

Elles ne permettent pas à la démocratie sociale de s'exprimer.

**Aussi nous vous demandons de transmettre à la directrice générale notre demande de moratoire de tous les processus de transferts de missions et de mise en place des Lignes Directrices de Gestion.**

La poursuite de ces réorganisations et de ces réformes dans un tel contexte sanitaire constitue un déni de démocratie contre lequel nous nous élevons avec la plus grande énergie.

Elle justifie pour les représentants des personnels que nous sommes le boycott de la séance du comité technique de ce jour.

Nous vous demandons également d'organiser, dans les meilleurs délais, la consultation des représentants des personnels sur le sujet de la traduction pour les services de la direction interrégionale du reconfinement annoncé mercredi.

Sur un tel sujet, l'exercice démocratique mérite mieux que des messages informatifs.

## ANALYSE DE L'UNSA

La donne change, c'est une intersyndicale unie qui sur proposition de l'UNSA a décidé de boycotter ce CTSD, ce sont des personnels exaspérés qui sont au bord du burn out, c'est une administration sourde aux avis des représentants du personnel.

La situation devient explosive à plus d'un titre :

- transferts de missions sans possibilités de concertation et maintenant de réunion publique ;
- adaptation à la crise sanitaire avec dans la première phase une distribution arbitraire de carottes et sûrement lors de cette deuxième phase un autre type, encore moins sympathique, de distribution... ;

- annonce d'une suppression de 700 emplois par le jeu des transferts ;

L'an dernier, une loi sur la Fonction Publique a été votée coupant la représentativité syndicale, de la gestion des carrières des agents. En douane, c'est entré dans les faits pour les mutations et l'on nous annonce le pendant concernant les promotions, dès 2021.

C'est là, une décision historique qui marque un recul fondamental dans les droits des personnels.

Comment d'ailleurs parler de promotions au futur quand on voit, dès à présent, leur faible niveau ? Phénomène d'autant plus injuste qu'il est accentué sur les catégories les moins bien rémunérées, soit les catégories B et C.

Ainsi en 2020 :

- peut-être 0 promotion retraite à la CAP de la liste d'aptitude de C en B du 2 décembre après seulement 3 promotions en 2019 ;
- 0 promotion retraite de B en A, et probablement pareil en 2021.

Sont annoncées pour 2021:

- 10 promotions retraite en Chef de Service Comptable 2eme classe
- 14 promotions retraite en CSC1

Les chiffres parlent d'eux-mêmes !

Comme si un tel horizon n'y suffisait pas, voilà que l'organisation des services et des missions est mise à mal, soit par les considérations de la cour des comptes, soit par les décisions ministérielles.

La perte de la fiscalité énergétique, du DAFN et de la majeure partie du recouvrement est donc actée. Dernière victime de ce tsunami, la TICPE. Cette taxe devait rester dans le giron de la Douane mais le gouvernement ayant prévu sa refonte à court terme, il offre le paquet cadeau et la transfère de suite vers la DGFIP.

Pour l'UNSA, ces transferts ne sont en rien justifiés. La douane a montré son efficacité, pour un coût de recouvrement performant, dans ces domaines d'activité. À cette occasion, nous saluons l'engagement et le professionnalisme sans faille de nos collègues si injustement mis au rebut par nos dirigeants. Il faut comprendre que les différentes réformes passées ont mis « à l'os » la plupart des services douaniers quant à leurs effectifs. Aussi, pour réduire encore les emplois, il faut désormais réduire les missions.

Le plan Ambition Douane de la DG aurait dû raviver la flamme des gabelous, affligés par la perte d'un millier d'emplois. Un programme élogieux avec une contribution assumée au contrôle migratoire et à la lutte contre la menace terroriste, un investissement accru dans la protection du consommateur ainsi que le soutien à l'économie, pour ne citer que les principales annonces.

Nous aurions pu croire à une présence douanière renforcée aux frontières, au contrôle accru des normes, à la coopération avec la DGCCRF et au soutien économique des entreprises françaises pour les aider à surmonter la crise, notamment si les emplois perdus en fiscalité étaient effectivement redéployés sur les missions de contrôle. Mais, lorsque nous interrogeons la direction générale sur ce point, il nous est répondu que les moyens ne se résument pas aux effectifs. Pire, il faudra certainement recourir au principe des « vases communicants » pour déployer des effectifs sur des nouveaux lieux de contrôle.

***Malgré toutes les difficultés dans la période actuelle de crise sanitaire pour construire un rapport de force, l'intersyndicale locale a décidé de se retrouver vendredi 6 novembre afin d'adresser un courrier aux élus régionaux pour les alerter du démantèlement programmé des missions douanières et adopter une position commune en vue de la reconvoquection du CTSD le 10/11/2020.***

## **AU-DELÀ DES MOTS, RECONNAÎTRE L'ENGAGEMENT DES AGENTS PUBLICS**

La première des priorités pour l'UNSA Fonction Publique est de s'assurer et d'obtenir que la santé des agents publics soit protégée dans l'exercice de leur mission dans le contexte sanitaire lié à l'épidémie du COVID-19. Cette garantie de protection conditionne également l'effectivité et la continuité des services publics indispensables au bon fonctionnement de notre pays. Leur réactivité n'est plus à démontrer. Les services publics et les agents publics ont permis à notre pays de tenir.

### **Pouvoir d'achat**

Cependant, les agents publics ont eu la confirmation par l'INSEE qu'en 2018, leur rémunération et leur pouvoir d'achat ont baissé, comme ils avaient alors pu le constater. Le blocage pendant un an du protocole PPCR explique en partie cette situation pour les fonctionnaires. Cette baisse ne peut perdurer. Aussi, l'UNSA Fonction Publique revendique l'ouverture d'une négociation salariale, pour l'ensemble de la fonction publique, à l'instar de celle qui a été menée pour les agents hospitaliers. Pour que le pouvoir d'achat des agents publics, fonctionnaires et contractuels, soit au moins maintenu, une revalorisation doit intervenir dans les trois versants de la fonction publique.

### **Négociation salariale**

La ministre de la transformation et de la fonction publique souhaite «rétablir la confiance» et dit reconnaître l'engagement des agents et leur travail, y compris pendant la crise sanitaire. Si tel est réellement le cas, cette reconnaissance devrait concrètement amener le gouvernement à ouvrir le chantier des rémunérations pendant les 500 prochains et derniers jours du quinquennat.

### **Mutuelles et prévoyance**

De plus, l'UNSA fonction publique milite pour obtenir également une participation financière significative des employeurs publics au financement de la protection sociale complémentaire pour tous les agents, mutuelle et prévoyance, selon leur choix.

### **Qualité de vie au travail**

Il est également grand temps d'améliorer la qualité de vie au travail et la santé au travail des agents publics. Les récents rapports ont fait état d'un retard considérable des employeurs publics. Ce chantier est prioritaire car il détermine les conditions de travail quotidiennes de plus de 5 millions d'agents publics mais aussi leur insertion professionnelle soutenable à plus long terme. La seule stratégie de réparation a démontré ses limites.

### **L'UNSA Fonction Publique rappelle son opposition au jour de carence.**

#### **Dialogue social et vrais accords**

Ces sujets nécessitent l'ouverture par le gouvernement de négociations avec les organisations syndicales tout comme sur la question du dialogue social, des accords nationaux et locaux dans la fonction publique ainsi que sur les moyens donnés aux représentants des agents pour renforcer les droits à l'information et la consultation.

#### **Transparence et équité**

L'UNSA appelle également le gouvernement à tirer les premières conclusions de l'application de la loi de transformation de la fonction publique en matière de dialogue social et à rouvrir un débat sur les lignes directrices de gestion afin de garantir la transparence et l'équité pour tous les agents.

#### **Égalité Professionnelle Femme Homme**

Enfin, l'UNSA attend du gouvernement que, dans la fonction publique comme dans toute la société, les questions d'égalité, de diversité et de lutte contre toutes les formes de discrimination et de violence soient un fil rouge.

#### **UNSA déterminée**

L'UNSA Fonction publique participera aux nombreux chantiers qui s'ouvrent lors de cette rentrée en étant force de propositions pour défendre les intérêts des agents publics. Elle portera une attention accrue sur les moyens réellement mis en œuvre par le gouvernement pour faire en sorte que les agents puissent mener à bien leurs missions.

#### **Des budgets volontaristes**

À ce titre, la mise en place d'outils de travail adaptés est indispensable mais ne sera pas suffisante. C'est toute la chaîne d'organisation qui est à revoir pour redonner des marges de manœuvres aux agents publics. C'est l'amélioration de leurs conditions de travail, de l'organisation du travail, de leur formation et des ressources qui leur sont fournies pour atteindre les objectifs qui leur sont assignés qu'il s'agit de revisiter. Pour faire baisser l'intensification du travail qui sévit dans la fonction publique, la question des effectifs doit être posée. Car même si les agents étaient bien équipés, avec des consignes claires, des formations adaptées, bénéficieraient de l'appui et de la confiance de leur hiérarchie et de conditions de travail satisfaisantes, la charge de travail demeure le sujet à régler dans un contexte de resserrement des effectifs et de restructurations incessantes.

#### **Attractivité indispensable**

C'est à ce prix, et à celle d'un pouvoir d'achat qui doit retrouver le chemin de la progression, que l'attractivité des métiers du service public sera préservée.

**La fonction publique doit demeurer un atout de notre pays.**